

Tesla est en chute libre en Suisse, ses concurrents progressent

VOITURES ÉLECTRIQUES Le constructeur américain a vu ses ventes chuter de 27,8%. Il paye les frasques d'Elon Musk, mais pas seulement

ANOUCHE SEYDTAGHIA

Ce n'est peut-être qu'une question de mois. D'ici peu, Tesla pourrait passer sous le seuil symbolique des 10% de part de marché des voitures totalement électriques en Suisse. Le constructeur dirigé par Elon Musk s'est sensiblement rapproché de ce niveau en 2025, ses ventes s'étant effondrées de 27,8% sur l'ensemble de l'année, avec 6448 véhicules vendus, selon les chiffres publiés par Auto-Suisse. Résultat: l'entreprise américaine n'a représenté que 12,1% du marché 100% électrique. En 2024, sa part était encore de 19,4%.

On se souvient que l'année avait extrêmement mal démarré pour le constructeur texan: après une baisse des ventes de 26,6% en janvier, la chute avait atteint les 66,6% en février. L'entreprise payait cher non seulement l'action d'Elon Musk au sein du Département de l'efficacité gouvernementale à Washington, son salut nazi lors de la cérémonie d'investiture de Donald Trump, mais aussi l'absence de nouveaux véhicules. Le Model Y constitue toujours l'écrasante majorité de ses ventes, avec 78,8% du total. Désormais, Skoda est le numéro un suisse de l'électrique.

L'électrique progresse

Tesla a reculé en Suisse, mais aussi au niveau mondial. La firme américaine a écoulé 1,64 million d'unités en 2025, contre 1,79 million en 2024. En face, son principal concurrent à l'échelle planétaire, le chinois BYD, vendait 2,26 millions de véhicules l'an dernier, contre 1,76 million un an plus tôt.

Sur le marché helvétique, la firme d'Elon Musk ne peut imputer cette baisse à un désintérêt des consommateurs pour les modèles électriques. Au contraire: après



«La Suisse présente les conditions-cadres les plus défavorables d'Europe»

KRISPIN ROMANG,
DIRECTEUR DE SWISS EMOBILITY

une baisse des ventes des modèles 100% électriques en 2024, les immatriculations sont reparties à la hausse en 2025. Ainsi, les ventes de ces voitures ont progressé de 15,4% l'année passée, pour atteindre 22,8% du total (contre 19,3% en 2024).

«Insuffisant»

Comment expliquer cette progression? «Il y a l'autonomie croissante des batteries, une offre plus attractive avec plus de 300 véhicules rechargeables dans toutes les gammes de prix ou encore la réduction de la différence de prix d'achat entre les voitures électriques et les voitures à motorisation classique. Mais cela ne suffit pas pour réaliser une percée décisive: à l'inverse de la Suisse, d'autres pays prévoient des avantages fiscaux temporaires ou permanents ou offrent certains avantages aux conducteurs de véhicules électriques», répond Frank Keidel, porte-parole d'Auto-Suisse.

L'électrique gagne du terrain, mais pas assez vite du point de vue de l'association Swiss eMobility, qui milite pour cette technologie



«Avec ses sanctions, la politique climatique suisse fait figure d'exception»

FRANK KEIDEL, PORTE-PAROLE
D'AUTO-SUISSE

de propulsion. Selon cette dernière, le taux de croissance de la mobilité électrique en Suisse ne s'élève qu'à 8% par rapport à l'année précédente, «ce qui est nettement inférieur à la moyenne européenne d'environ 20% et très loin des pays de tête, comme l'Islande, avec une croissance de 12,5%. L'écart avec les marchés leaders de la mobilité électrique s'est ainsi encore creusé.»

Pourquoi la Suisse est-elle en retard? «La Suisse présente les conditions-cadres les plus défavorables d'Europe: une mise en œuvre laxiste des objectifs de CO₂, l'absence d'un droit à la prise encore non entré en vigueur, une discrimination persistante dans l'imposition des véhicules de fonction, l'introduction en 2024 d'une taxe à l'importation sur les voitures électriques et, d'ici à la fin de la décennie, l'annonce d'une nouvelle redevance supplémentaire», énumère au *Temps* Krispin Romang, directeur de Swiss eMobility. Sans parler du manque de bornes publiques de recharge, dont le nombre s'élève à environ 17 000 dans le pays.

Et les importateurs risquent bientôt des sanctions. «La pénétration des véhicules 100% électriques et des véhicules électriques hybrides rechargeables est de 34%, ce qui est bien en deçà de l'objectif de 50% d'ici à fin 2025 fixé par le Conseil fédéral dans sa «Feuille de route pour la mobilité électrique». C'est à peu près la part nécessaire pour que les limites d'émissions prévues par la loi et l'ordonnance sur le CO₂ puissent être atteintes sans sanctions. En raison de cet objectif non rempli, les importateurs suisses de véhicules risquent des sanctions de plusieurs centaines de millions de francs, qui pèseront sur l'économie et entraîneront un renchérissement de la mobilité individuelle et commerciale. Avec cette politique de sanctions, la politique climatique suisse fait figure d'exception en Europe», regrette Frank Keidel. Auto-Suisse plaide aussi pour un prix de l'électricité plus bas et un développement de l'infrastructure de recharge publique.

Nouvelle taxe prévue

A noter qu'une autre menace pèse sur les futurs acquéreurs de véhicules électriques. En automne, le Conseil fédéral a mis en consultation un projet pour taxer davantage ces voitures dès 2030, avec deux variantes, une sur le nombre de kilomètres parcourus, l'autre sur l'électricité, via une imposition au niveau des bornes de recharge. Lundi, l'Association transports et environnement (ATE) a demandé que ce nouveau système de taxation n'intervienne pas avant 2035.

Pour 2026, Swiss eMobility s'attend à une nouvelle hausse des ventes de voitures électriques, mais sans articuler de prévision. Il est possible que l'arrivée progressive de constructeurs chinois sur ce marché, tel BYD, ait un effet. Mais il ne sera que marginal en 2026, selon Swiss eMobility. De son côté, Auto-Suisse, qui a sondé ses membres, s'attend à ce que les véhicules 100% électriques représentent 27% des ventes cette année. ■

«Roche und Novartis bauen eine Drohkulisse auf»

Der Gesundheitsökonom Stefan Felder versteht Trumps Ärger über teure Arzneimittel – aber nicht die Schwarzmalerei der Schweizer Konzerne

Herr Felder, zahlen die Amerikaner zu viel für Medikamente?

Im Vergleich mit Europa und anderen Regionen haben die USA sehr hohe Preise. Der Patentschutz für Neuentwicklungen hat dort einen hohen Stellenwert. In Europa werden die Preise stärker verhandelt und sind deshalb tiefer. Der Umsatz mit Medikamenten ist in den vergangenen fünf Jahren weltweit pro Jahr um knapp 8 Prozent gestiegen. In der Schweiz waren es nur 4 Prozent, in Deutschland 6 Prozent. Die USA erreichten 13 Prozent.

Subventionieren amerikanische Patienten die Forschung an neuen Medikamenten, von denen dann wir profitieren?

Die Herstellungskosten eines Medikaments können sehr gering sein. Aber es gibt fixe Kosten für Forschung und Entwicklung. Ein einmal entwickeltes Medikament können potenziell alle nutzen. Entsprechend müsste es so sein, dass alle zur Finanzierung der Entwicklungskosten beitragen. Derzeit schultern die USA viel mehr als die Europäer.

Also sollte die Schweiz mehr bezahlen? Man müsste ein internationales Vorgehen verabreden, das zum Beispiel darin besteht, die Preise an das Volks-



Weil Pharmafirmen in den USA unter Druck kämen, suchten sie anderswo nach Kompensation, sagt Stefan Felder. ANNICK RAMP / NZZ



Stefan Felder
Professor für Health Economics an der Universität Basel

einkommen zu knüpfen. Dann würde die Schweiz deutlich mehr beitragen, weil das Bruttosozialprodukt pro Kopf höher ist als in den USA und noch deutlich höher als in Deutschland.

Solch eine Koppelung wünscht sich Donald Trump. Sie stimmen ihm zu?

Trump denkt an seine Wähler. Die Preise in den USA sind sehr hoch, und die deutlichen internationalen Unterschiede sind ihm aufgefallen. Trumps Argumentation kann ich nachvollziehen. Dass Roche und Novartis für Pharmaimporte in die USA keine Zölle zahlen müssen, hat der Präsident ebenfalls mit Blick auf seine Wähler entschieden.

Spielt es denn für die Forschung und Entwicklung eine Rolle, ob die Schweiz mehr zahlt?

Mit neun Millionen Einwohnern sind wir ein kleines Land. Die Pharmaindustrie macht nur gerade 0,5 Prozent ihres weltweiten Medikamentenumsatzes in der Schweiz. Wie viel bei uns Medika-

mente kosten, hat für die Gesamtausgaben der Konzerne für Forschung und Entwicklung fast keine Bedeutung. Es wirkt sich daher auch nicht auf ihre Anstrengungen in diesem Bereich aus. Trotzdem könnte die Preisanhebung Teil einer multinationalen Verständigung sein.

Wir reden über künftig neu zugelassene Medikamente. Was würde ein Preisanstieg für die Kosten im Schweizer Gesundheitswesen und für die Krankenkassenprämien bedeuten?

In letzter Zeit sind neue Produkte insbesondere für die Krebsbehandlung teurer geworden. Da ist die Entwicklung in der Schweiz ähnlich wie jene in Deutschland und der Unterschied im Preisniveau nicht so gross. Es ist eine Mischrechnung: Arzneimittel machen 22 Prozent der Ausgaben der obligatorischen Krankenpflegeversicherung aus. Davon sind vielleicht ein Fünftel Neuentwicklungen. Wenn diese teurer werden, wirkt sich das nicht so stark auf die Prämien aus.

Roche und Novartis sagen, ohne höhere Medikamentenpreise sei es für sie nicht rentabel, Schweizer Patienten alle neuen Arzneimittel anzubieten. Können Sie das nachvollziehen?

Nein. Die Herstellungskosten sind viel geringer als die Preise. Deshalb hat ein

Hersteller immer einen Anreiz, eine zusätzliche Menge bereitzustellen. Jede zusätzlich verkaufte Einheit bringt zusätzlichen Gewinn. Roche und Novartis bauen eine Drohkulisse auf. Die Schweiz ist ein kleiner Markt, aber die Preise hier sind attraktiv für die Hersteller.

Wenn die amerikanischen Gewinnquellen schwächer sprudeln, sollen wir das ausgleichen?

Weil die Pharmaindustrie in den USA unter Druck kommt, möchte sie als Kompensation, dass Europa mehr zahlt. Das ist das Geschäftsmodell. Es kostet im Durchschnitt 2,5 Milliarden Dollar, ein neues Produkt auf den Markt zu bringen. Man braucht entsprechend hohe Gewinnaussichten, um die Investitionen tragen zu können.

Die Konzerne müssten eigentlich auch den USA drohen, dort weniger Medikamente auf den Markt zu bringen, wenn die Preise sinken.

Dass sie es nicht tun, zeigt eben die betriebswirtschaftliche Logik: Wenn die Entwicklung abgeschlossen ist, hat man immer den Anreiz, zusätzliche Mengen anzubieten. Darum werden auch HIV-Medikamente in Afrika zu einem viel günstigeren Preis abgegeben. Diese Preisdifferenzierung erschliesst neue Märkte, hilft mehr Patienten und steigert trotzdem noch den Gewinn.

In der Schweiz werden die Medikamentenpreise von den Herstellern mit dem Bundesamt für Gesundheit vereinbart. Wie geschieht das?

Man bildet den Durchschnittspreis aus zwei Komponenten: erstens aus dem, was das gleiche Medikament im Ausland kostet, auf Basis der Preisinformationen aus verschiedenen Ländern. Zweitens auf Basis der Preise im Inland für Medikamente, die therapeutisch ähnlich sind. Beides fliesst je zur Hälfte ein.

Kritiker monieren, die Preise aus dem Ausland seien oft überhöht.

Man spricht hier von Schaufensterpreisen. Die tatsächlich gezahlten Preise im Ausland sind möglicherweise deutlich geringer, werden aber nicht offenlegt. Diese Intransparenz ist ein Problem. Aber ich habe noch eine andere Kritik: Wenn es ein neues Medikament gibt, sollte man seinen zusätzlichen Nutzen gegenüber bestehenden Produkten bewerten. Die Frage muss sein, ob dieser zusätzliche Nutzen den Preis rechtfertigt.

Wie soll man den Nutzen neuer Medikamente bestimmen?

Es gibt Beurteilungen neuer Präparate durch andere Länder, zum Beispiel von England, skandinavischen Ländern und Deutschland. Solche Einschätzungen könnte die Schweiz übernehmen. Ausserdem gibt es hierzulande schon den

sogenannten Innovationszuschlag. Bei grossen therapeutischen Fortschritten können auf den Preis bis zu 20 Prozent aufgeschlagen werden.

Aber es gibt keinen Abzug bei nur geringen Fortschritten?

Nein. Ausserdem könnte die obligatorische Krankenpflegeversicherung solch ein Medikament auch einfach ablehnen, wenn es gemessen an seinem Zusatznutzen zu teuer ist. Das Bundesgericht hat schon vor Jahren festgestellt, dass diese Bewertung in der Schweiz fehle.

Ihre Professur in Basel wird von Interpharma gesponsert, dem Verband der forschenden Pharmaunternehmen. Was hält man dort von einer solchen Reform?

Ich glaube, man ist grundsätzlich offen, neben den Kosten auch den Nutzen klarer zu betrachten. Es gibt Ansätze, wie man unterschiedliche Dimensionen der Wirkung eines Medikaments zu einem Mass aggregiert, das bei der Preisfindung verwendet werden kann.

Gibt es noch weiteren Spielraum bei den Medikamentenpreisen?

Ja, bei Generika, also günstigen Nachahmerprodukten nach Ablauf des Patentschutzes. Erstens kommen sie in der Schweiz zu selten zum Einsatz. In Deutschland liegt der Anteil von Generika bei den Verschreibungen bei 80 Prozent, bei uns nur bei 40 Prozent.

«Wie viel bei uns Medikamente kosten, hat für die Gesamtausgaben der Konzerne für Forschung und Entwicklung fast keine Bedeutung.»

Zweitens sind Generika in Deutschland 40 Prozent günstiger als bei uns. Die Schweizer Preise verharren auf dem maximalen Niveau, das laut Verordnung je nach Umsatz gerade noch zulässig ist.

Wie erklären Sie sich das?

Der Wettbewerb funktioniert nicht. Offenbar gibt es stillschweigende Absprachen zwischen den wenigen Generikaherstellern in der Schweiz. Über die Preise für patentierte Arzneimittel kann man wegen der nötigen Forschung und Entwicklung streiten. Bei Generika sollten wir Wettbewerbspreise haben. Aber die gibt es nicht.

Interview: Benjamin Triebe

L'industrie du pétrole est sur le qui-vive

CRISE Le Venezuela détient les plus importantes réserves de brut du monde mais la production du pays sud-américain est symbolique. La donne changera-t-elle sous l'influence de la Maison-Blanche?

RICHARD ÉTIENNE

Sur le front des cours du pétrole, tout reste calme. Rien n'a changé depuis l'exfiltration le 3 janvier par l'armée américaine du président vénézuélien, Nicolas Maduro: le baril de Brent vaut toujours à peine plus de 60 dollars, un prix bas qui rappelle que l'offre est abondante. Il faut remonter à avant le début de la guerre en Ukraine pour trouver des tarifs plus élevés.

En coulisse en revanche, que ce soit dans les entreprises énergétiques, les banques ou les rédactions, l'effervescence règne. C'est que, dans le domaine du pétrole – la principale source d'énergie au monde et la matière à tout faire, des plastiques aux routes –, le Venezuela joue les premiers rôles. Et Washington ne cache pas son intérêt pour son or noir.

Contraste pétrolier

Le pays de Maduro détient 17% des réserves en la matière, les principales au monde. Devant l'Arabie saoudite, l'Iran et l'Irak. Concentrées dans la fameuse ceinture de l'Orénoque, elles sont évaluées à 304 milliards de barils – de quoi alimenter la planète pendant plus de huit ans.

Caracas produit peu en regard de ce potentiel – un million de barils par jour ou 1% de la consommation globale, surtout écoulés en Chine. Le résultat d'années de corruption, de sanctions et de sous-investissements. Le Venezuela recensait une soixantaine de puits il y a 10 ans, contre deux aujourd'hui. Quand Hugo Chavez est arrivé en pouvoir, en 1999, son pays crachait 3,25 millions de barils par jour. Dans la lignée de son histoire. En 1929, le pays fournissait un dixième de l'or noir de la planète et en était le premier exportateur. Il a maintenu sa place sur le podium jusqu'aux années 1970 et un rang respectable jusqu'au début du siècle.

304

C'est, en milliards de barils, les réserves prouvées de brut du Venezuela, soit les plus importantes du monde.

1

L'industrie pétrolière du Venezuela produit 1 million de barils de brut par jour.



La raffinerie d'El Palito de la compagnie pétrolière publique PDVSA à Puerto Cabello au Venezuela. (21 DÉCEMBRE 2025/MATIAS DELACROIX/AP PHOTO)

Le pays renouera-t-il avec son passé prestigieux? Une question à 100 milliards de dollars: soit le prix de la reconstruction de l'industrie pétrolière vénézuélienne, selon la presse anglo-saxonne.

«Augmenter la production de pétrole est possible au Venezuela, où il y a peu de risques géologiques, mais la question est de savoir à quel rythme. Or on manque d'informations pour y répondre», indique Jorge Ruiz del Vizo, le président du Geneva Energy Group, qui a longtemps travaillé dans l'industrie pétrolière au Venezuela. «On ignore dans quel état sont les infrastruc-

tures au sens large, comme l'apport en électricité», ajoute-t-il.

Des oléoducs fuiteraient, d'autres ont été pillés – les métaux dont ils sont faits ont de la valeur. Dans les ports, les équipements sont en si mauvais état qu'il faut jusqu'à cinq jours pour charger des grands pétroliers, contre un jour il y a 10 ans. Sans compter les risques politiques.

Les poids lourds américains ExxonMobil et ConocoPhillips ont quitté le Venezuela en 2007, après que leurs actifs y ont été nationalisés. Ils ont depuis ouvert des procédures d'arbitrage, sans grand succès.

«Les sanctions et le blocus demeurent inchangés et les capacités de production, lourdement dégradées, ne permettent aucune hausse immédiate. Autrement dit, le narratif politique a radicalement changé depuis le 3 janvier, mais les flux physiques, eux, restent contraints», soutient Benjamin Melman, directeur des investissements chez Edmond de Rothschild Asset Management.

«Excédent durable»

«Les événements du 3 janvier ne présentent que des risques minimes pour l'approvisionne-

ment à court terme et n'offrent donc que peu de chances d'une remontée significative des prix du pétrole», renchérit Norbert Rücker. Le responsable de la recherche économique chez Julius Baer évoque un «excédent durable» sur les marchés pétroliers et prévoit que le baril se négociera autour de 50 dollars pendant une grande partie de 2026. Des prix bas qui ne vont pas inciter l'industrie à investir trop rapidement au Venezuela.

Parmi les acteurs américains, seul Chevron est resté, acceptant une prise de contrôle majoritaire de Caracas dans ses projets. La

multinationale emploie 3000 personnes au Venezuela et bénéficie d'un permis à l'exportation sur le brut de ce pays, malgré les sanctions.

«Les sanctions et le blocus demeurent inchangés et les capacités de production, lourdement dégradées, ne permettent aucune hausse immédiate»

BENJAMIN MELMAN, DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS CHEZ EDMOND DE ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT

Washington influencerait désormais suffisamment les flux du pétrole vénézuélien et s'est constitué un «empire» à travers les Amériques, selon Javier Blas, un chroniqueur de Bloomberg. Les États-Unis, avec le Canada, le Venezuela et le reste de l'Amérique latine – une entité désormais très liée sur le front des hydrocarbures – représentent en effet 40% de la production mondiale de pétrole, ce qui octroie à la Maison-Blanche un pouvoir considérable.

Donald Trump aspire justement à un retour à la domination états-unienne sur le pétrole de Caracas comme au temps des Trente Glorieuses, estime d'ailleurs l'économiste français Gabriel Zucman, sur son blog. D'autant plus que le brut, lourd et visqueux du Venezuela, sied aux nombreuses raffineries du golfe du Mexique, conçues pour ce genre de pétrole et qui pourraient en traiter des quantités largement supérieures aux volumes actuels. ■

L’IA trahit-elle les traducteurs?

EMPLOI On ne cesse d’entendre que l’intelligence artificielle signe la disparition des métiers de la traduction. Mais qu’en est-il vraiment? En Suisse, ces professionnels vivent à ce stade des réalités bien différentes selon leur employeur ou mandataire

JULIE EIGENMANN

«Mais ton métier existe toujours, avec l’intelligence artificielle?» Cette question est désormais la première qu’on leur pose, rapportent nombre de traducteurs et traductrices, non sans agacement. Alors que les théories sur leur «remplacement» se multiplient, qu’en est-il vraiment en Suisse?

Patricia*, traductrice actuellement en recherche d’emploi, raconte une forme d’accélération: «Il y a toujours eu peu d’offres, mais maintenant c’est vraiment très compliqué.» Ayant travaillé des années dans une grande entreprise suisse qui a décidé d’externaliser ses services de traduction, elle préfère rester anonyme. «Un poste de traductrice à 100%, je n’en retrouverai pas. Mais peut-être un job qui combine un peu de traduction et de la communication dans un service marketing multilingue, par exemple. Aujourd’hui, j’ai accepté cette idée.»

C’est que ces dernières années, la vision de cette passionnée de la traduction a changé. «Il me semble que ce n’est pas la bonne stratégie de combattre quelque chose qui est déjà là. Il faut savoir faire avec l’IA, l’utiliser intelligemment, avec notre expertise. Et cela fait bien six ans que l’on fait beaucoup de post-édition, qui consiste à travailler sur ce qui a été pré-traduit par la machine, grâce à la traduction automatique, voire par l’IA.»

Si le témoignage de Patricia reflète une réalité pour de nombreux salariés de la branche, il est difficile de généraliser. C’est ce qu’observe Antonio Suarez, président de l’Association suisse de traduction, de terminologie et d’interprétation (Astti): «Aucune tendance claire ne se dessine. La demande d’interprètes qualifiés demeure soutenue, notamment pour des langues rares ou extra-européennes. En même temps, il ressort souvent de discussions une tendance baissière du volume des mandats.» Les interprètes faisant l’objet d’une demande encore différente, nous nous focaliserons ici sur les professionnels de la traduction.

Parmi eux, Florence Torre Rubio, traductrice genevoise, indépendante depuis plus de vingt ans. Elle travaille notamment pour de grandes entreprises. Elle est aussi assermentée par la Chancellerie d’Etat du canton de Genève pour réaliser des traductions certifiées conformes, de documents juridiques par exemple. Pour ces mandats qui impliquent de la confidentialité et nécessitent des connaissances en droit suisse, l’IA n’est pas envisageable. De quoi lui assurer encore beaucoup de travail, puisqu’elle doit parfois encore en refuser.

Dans l’administration, la stabilité

«Ici, rien n’a vraiment changé: pour une question de protection des données, même si le texte n’est pas en soi confidentiel, nous ne pouvons pas utiliser l’IA la plupart du temps, atteste aussi Esther*, traductrice pour l’administration d’un canton. Et ce n’est pas le travail qui manque, le volume augmente. On voit aussi une volonté du canton de garder la traduction humaine.»

Dans le public en effet, la question se pose avec certains enjeux propres. Dans l’administration fédérale, qui comptait, fin 2024, 325 équivalents plein-temps répartis entre 459 collaborateurs (traducteurs, juristes-linguistes, spécialistes des technologies linguistiques...), le nombre des traducteurs est resté stable ces deux dernières années. «La traduction automatique



(FLORENCE WOJTYCZKA POUR LE TEMPS)

n’a pour l’instant pas eu d’impact pour deux raisons, indique la Chancellerie fédérale. D’abord, elle figure depuis 2019 parmi les outils que nos traducteurs utilisent pour faire face à des ressources limitées, à un volume grandissant et des délais toujours plus serrés. Ensuite, la traduction automatique sans révision reste exclue de toute communication officielle.»

«On identifie souvent d’importantes erreurs et des formulations qui amènent à comprendre l’inverse du sens correct»

FLORENCE TORRE RUBIO, TRADUCTRICE GENEVOISE INDÉPENDANTE

Mais Esther a aussi travaillé dans une agence de traduction, soit dans le privé. Elle se souvient, il y a plusieurs années déjà, de la possibilité pour les clients de choisir entre une traduction «purement humaine» et une «post-éditée»... Moins chère. «Alors que, selon moi, le gain de temps n’est pas flagrant, et encore moins au niveau de la qualité», assure la professionnelle.

C’est aussi le constat que fait Florence Torre Rubio: «On identifie souvent d’importantes erreurs et des formulations qui amènent à comprendre l’inverse du sens correct. La post-édition, de plus en plus la norme, nécessite une grande vigilance, contrairement à ce que beaucoup imaginent.»

Le métier, qui utilise de longue date les technologies, est aujourd’hui encore moins bien compris, déplore Florence Torre Rubio. Et les traductions standardisées des IA ne «parlent» pas aux humains, estime-t-elle, «alors que

les entreprises notamment attachent beaucoup d’importance au storytelling». Elle reçoit pourtant de moins en moins de mandats de traduction et toujours plus de mandats de post-édition. De plus en plus de textes d’entreprises et institutions sont désormais traduits par l’IA. Résultat: les versions dans les deux langues ne correspondent pas toujours.

L’évolution – ou non – des pratiques des entreprises qui emploient ces professionnels apporte aussi un éclairage. Une société comme La Poste compte des experts linguistiques internes et utilise son propre outil de traduction basé sur l’IA. «Aujourd’hui, nos experts linguistiques s’occupent avant tout de l’assurance qualité des textes, précise un porte-parole. D’autres tâches prennent plus de temps: ils entraînent le modèle linguistique d’IA interne, par exemple.»

Les experts linguistiques internes représentent environ 11 postes à plein-temps et La Poste fait ponctuellement appel à des prestataires externes. La baisse du volume de traductions n’a toutefois pas entraîné de suppressions d’emplois au sein du service, assure la société,

qui dit avoir surtout réduit les prestations auprès de partenaires externes. «Cette évolution a été anticipée. C’est pourquoi nous offrons à nos collaborateurs de nombreuses possibilités de se former dans le domaine de l’IA et de se préparer au changement.»

Autre cas, dans le secteur des assurances, la CSS dispose notamment d’un service de traduction interne de neuf personnes. «Pour les soutenir, nous utilisons des outils assistés par IA et notre propre logiciel de traduction. Nous prévoyons un volume de mandats stable cette année, que nous traiterons avec le même nombre de collaborateurs», précise une porte-parole.

La Fédération des coopératives Migros compte pour sa part un service de traduction qui travaille principalement sur des textes destinés à la communication interne et externe. Il est aussi constitué d’une équipe de coordination. «Bien que nous utilisions des outils de traduction automatisée pour assister le processus, tous les textes publiés sont systématiquement revus et validés par des traducteurs et traductrices en chair et en os, indique

un porte-parole. Leur nombre n’a pas diminué ces deux dernières années malgré l’utilisation de l’intelligence artificielle.»

La littérature, entre expérimentation et résistance

Les traducteurs officient pour les entreprises, mais aussi pour les maisons d’édition. Les traducteurs littéraires sont-ils touchés de manière similaire? En décembre, une association révélait qu’Harlequin, maison d’édition spécialisée dans les romans d’amour publiés dans de nombreux pays, lâchait ses collaborateurs pour un prestataire utilisant l’intelligence artificielle. Mais tout dépend évidemment des maisons d’édition.

En Suisse, aux Editions Slatkine, l’heure est à l’expérimentation. Les traductions ne sont pas nombreuses et ont toujours été effectuées par des professionnels. Mais un ouvrage va être traduit du français vers l’anglais par un assistant IA, ensuite relu par un humain. «Nous testons cela avec un partenaire en Belgique dans l’idée de pouvoir présenter le livre à des éditeurs et producteurs étrangers, détaille Ivan Slatkine, directeur général. Cela divise le prix de la traduction par dix. Mais il faudra voir si la qualité est au rendez-vous.»

De quoi envisager de confier à l’avenir des ouvrages étrangers à une IA pour publication en français chez Slatkine? «Cet essai pourrait ouvrir de nouvelles perspectives, atteste le directeur. Je pense qu’un traducteur humain aura plus de sensibilité, mais je ne serais pas étonné que d’ici quelques années une traduction automatique avec assistance humaine soit très performante.»

Du côté des Editions d’en bas, soutenues par Pro Helvetia, le discours est tout autre: on ou deux traducteurs travaillent sur chaque ouvrage et une personne procède encore à une relecture. Il n’est en aucun cas prévu que cela change. «Nous souhaitons d’ailleurs souvent que nos traducteurs soient des auteurs à part entière eux-mêmes, souligne Pascal Cottin, éditeur pour les Editions d’en bas. L’IA fait

tout pour lisser, et la littérature ne doit pas être lisse. C’est impossible de travailler sans traducteurs, ou alors on fait n’importe quoi.» Mais si la maison d’édition, qui a pour mantra de donner la parole à celles et ceux que l’on n’entend pas, a un positionnement ferme, Pascal Cottin se dit plus largement préoccupé pour ces professionnels.

D’autant que si une littérature que l’on pourrait qualifier d’«exigeante» est pour l’instant moins menacée, ces traductrices et traducteurs spécialisés sont aussi, même indirectement, touchés. C’est ce que raconte Camille Luscher, traductrice littéraire de l’allemand au français primée pour son travail à plusieurs reprises, également collaboratrice au Centre de traduction littéraire de l’Université de Lausanne. «Beaucoup trouvaient leur équilibre en travaillant en alternance sur des œuvres littéraires difficiles, qui demandent un temps disproportionné par rapport à la rémunération, et des traductions plus rentables, de policiers et de romances, par exemple. Mais cette économie-là n’existe quasiment plus avec l’IA.»

La post-édition, Camille Luscher n’en fait pas et aucun éditeur ne le lui suggère: Il y a une volonté que les œuvres littéraires soient décortiquées par un humain. «Il ne s’agit pas de traduire une langue mais le langage d’un auteur qui crée de nouvelles formes de pensées, alors que l’IA est par essence conservatrice. Mais combien de temps réussira-t-on à convaincre de la valeur de cette différence?» s’inquiète-t-elle.

Le taux de chômage de ces professionnels a évolué ces dernières années de manière parallèle à la tendance générale. Mais la proportion d’indépendants y est supérieure à la moyenne, souligne le Secrétariat d’Etat à l’économie. Les indépendants s’inscrivent en outre moins souvent auprès des offices régionaux de placement: De quoi sous-estimer leur taux de chômage.

«Je ne conseillerais pas à mes enfants de faire ce métier»

Si le présent est inégal et mouvant pour ces professionnels, quid de l’avenir? Le président de l’Astti, Antonio Suarez, ne semble pas inquiet outre mesure: «La Suisse a une longue tradition de traduction. On y enregistre un nombre relativement élevé de textes à traduire ou de missions d’interprétation indispensables.» Il poursuit: «Aucun indice convaincant ne présage la fin imminente de notre métier ancestral. Aucun des logiciels commercialisés aujourd’hui ne peut entièrement remplacer la traductrice ou le traducteur, et encore moins l’interprète. Vu le taux d’erreurs élevé de ces systèmes, ils ne sont pas à la hauteur des attentes, surtout en Suisse.»

Du côté des professionnels, pour Esther, les perspectives ont un peu changé: elle espère surtout garder son poste dans l’administration publique. «Je n’imaginais pas faire toute ma carrière au même endroit, mais aujourd’hui, changer d’emploi, c’est risqué.»

«Je ne conseillerais pas à mes enfants de faire ce métier, même si je l’adore, conclut pour sa part Florence Torre Rubio. Je pense néanmoins qu’une fois qu’on aura vu tous les coûts et bénéfices de l’IA, l’humain reprendra plus de place.» Je ne suis pas sûre que je me lancerais dans ces études si j’avais 19 ans, confie dans la même veine Patricia. «Mais il ne disparaîtra jamais complètement, je pense. Il y aura toujours besoin d’au moins un humain à la fin.» ■

* Prénoms d’emprunt

Europas Autoindustrie droht 70’000 Jobs zu verlieren – mit Folgen für die Schweiz

Globaler Wettbewerb 2025 war schon hart. Doch jetzt verliert die Branche den Anschluss: China produziert 37 Prozent aller Autos weltweit.

Benjamin Bitoun

Für die europäische Autoindustrie ging ein hartes Jahr zu Ende. Die Zollpolitik von US-Präsident Donald Trump und der Absturz in China liessen vor allem bei Schweizer Lieblingsmarken wie VW, BMW, Mercedes und Porsche die Gewinne wegschmelzen.

Auf historische Gewinneinbrüche folgte ein ebenfalls historischer Jobverlust: Binnen einem Jahr gingen allein in Deutschland laut dem Statistischen Bundesamt 50’000 Arbeitsplätze in der Autoindustrie verloren.

Am härtesten traf es die Zulieferer – auch in der Schweiz. Seit September jagt eine Hiobsbotschaft die nächste: Die Firma Thyssenkrupp Presta streicht im appenzellischen Oberegg und in Liechtenstein Hunderte Stellen, Industriekonzerne wie SFS in Flawil SG oder Mubea in Arbon TG schliessen ihre Werke gleich ganz. In nur einem Jahr fallen damit bei Schweizer Zulieferern insgesamt gegen 1000 Arbeitsplätze weg.

Für die Autolobby ist klar: Schuld an der Jobmisere ist das Verbrenner-Aus. Dieses hat Brüssel nun teilweise rückgängig gemacht. Damit dürfen auch nach 2035 noch Neuwagen zugelassen werden, die CO₂ ausstossen. Doch wesentliche Fragen bleiben:

— Löst die Abkehr vom Verbrenner-Aus wirklich die Probleme der Autoindustrie?

— Warum ist der Gewinneinbruch in China für Europas Autobauer folgenreicher als der Zollstreit mit den USA?

— Und vor allem: Folgt auf das Krisenjahr im 2026 nun die Wende?

Festhalten am Verbrenner erhöht den Rückstand

Zweifelloos hängen am Verbrennungsmotor Hunderttausende Arbeitsplätze. Vom Ventil über den Zylinder bis zum Kolben: Fast alles, was die Zulieferer in der Schweiz und im Rest Europas produzieren, braucht es in dieser Form bald nicht mehr.

Ebenso klar ist, dass die meisten Autokonzerne erleichtert sind über Brüssels Rückzieher beim Verbrenner-Aus. Denn das



Das Label «Made in Germany» ist unter Druck: Angestellte von Volkswagen in Dresden. Foto: AFP

Chinesische Autos kosten in der Schweiz mehr als das Doppelte

Preisunterschiede, in Franken

Modell	Preis China	Preis Schweiz	Preisdifferenz
Leapmotor T03	6’700	16’990	154%
BYD Seal	21’250	48’990	131%
Xpeng G9	27’750	59’600	115%

Tabelle: bit / Quelle: Websites Leapmotor, BYD, Xiaopeng

Paradoxe ist: Noch immer finanzieren sie mit den Verkäufen von Verbrennern die Entwicklung wettbewerbsfähiger Elektroautos.

Diese Strategie ist ein Teufelskreis: Die Entwicklung neuer Benzin-, Diesel- und Hybridautos kostet die Hersteller Milliarden. Um diese Kosten wieder hereinzuholen, müssen sie möglichst viele davon absetzen – und

das geht nur, wenn Verbrenner auch in Europa erlaubt bleiben. Wäre nur noch der US-Markt übrig, würden sich die doppelten Kosten, Lieferketten und Produktionslinien nicht mehr lohnen.

Bloss: Weil Europas Hersteller eine Rückwärtsrolle in die Vergangenheit machen und ihre Investitionen auf zwei Technologien aufteilen, fehlt ihnen

das Geld, um in der E-Mobilität gegenüber China aufzuholen. Dadurch steigt das Risiko, dass die Erfinder des Verbrennermotors dasselbe Schicksal erleiden wie Kodak oder Nokia. Auch die beherrschten einst den Markt. Und obwohl Fotofilm und Taschenhandy nicht verboten wurden, benutzt sie heute niemand mehr.

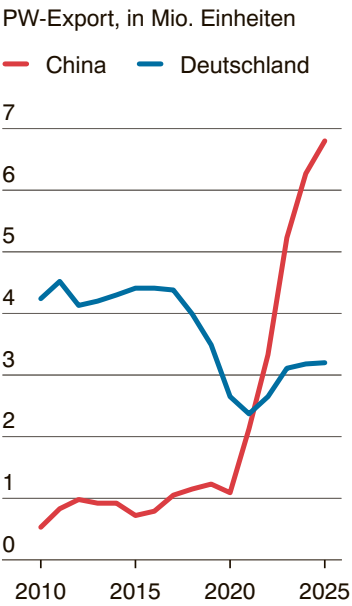
«Grösserer Belastungsfaktor als die US-Zölle»

Wichtiger als die Frage, ob Europa nun am Verbrenner festhält, ist, was auf dem grössten Automarkt der Welt passiert: in China.

Fast jedes dritte Auto wurde 2025 in China verkauft, die Hälfte davon waren Elektroautos. Wer in China keine E-Autos verkauft, kann im Autogeschäft nicht erfolgreich sein.

Besonders deutlich zeigt sich das an den deutschen Autoexporten nach China. Diese gingen bis Oktober 2025 gegenüber dem Vorjahr um 35 Prozent zurück. «Das zeigt, dass der Aufstieg Chinas zum grössten E-Auto-

China exportiert mehr als doppelt so viele Autos wie Deutschland



Bei den Zahlen für das Gesamtjahr 2025 handelt es sich um Schätzungen aufgrund der Daten bis Ende November.

Grafik: bit / Quelle: VDA, GAC, CAAM

Hersteller der Welt der grössere Belastungsfaktor ist als die US-Zölle», sagt Daniel Hartmann, Chefökonom des Fondsverwalters Bantleon.

Nicht nur in der E-Mobilität sei Europa gegenüber China im Hintertreffen, sondern auch bei Batterien und Software, dem autonomen Fahren, Robotaxis oder bei hochautomatisierten Fabriken, sagt Autoexperte Ferdinand Dudenhöffer. «Daher ist es naiv, sich mit dem Verbrenner-Aus Zeit für den Umstieg kaufen zu wollen.»

Wie gross dieser Rückstand ist, verdeutlicht ein Blick in die Autofabrik von Xiaomi in Peking: Während in Europa um Verbrenner und Arbeitsplätze gekämpft wird, rollt dort alle 76 Sekunden ein neues E-Auto vom Band – zusammengebaut von 700 Robotern und 20 Mitarbeitenden. Das sei doppelt so schnell und dreimal so effizient wie der Branchendurchschnitt, rechnet der China-Experte Frank Sieren in seinem Buch «Der Auto-Schock» vor.

Die Folgen des neuen Tempos: 2025 produzierte und exportierte China mehr Autos als jedes andere Land der Welt. Mittlerweile werden aus dem Land fast doppelt so viele Autos ausgeführt wie aus Deutschland, um die 6,8 Millionen dürften es bis Ende Dezember sein.

Erschwerend kommt für die hiesigen Hersteller hinzu, dass chinesische Autokonzerne wie BYD, SAIC oder Leapmotor 2025 mit ihren Modellen erstmals auch in Europa erfolgreich waren. BYD beispielsweise hat in der Schweiz seit dem Markteintritt in nicht einmal neun Monaten fast 1000 Autos verkauft.

In China ist der Wettbewerb viel intensiver

Noch sind die Marktanteile klein. Trotzdem ist die Expansion für die chinesischen Marken schon jetzt lukrativ. Ein Preisvergleich zwischen drei Modellen mit ähnlicher Leistung zeigt: Wer hierzulande ein chinesisches Auto kauft, zahlt bis zu 154 Prozent mehr als in China. Denn dort ist der Wettbewerb viel intensiver.

«Rund 30 Millionen Autos wurden in China in diesem Jahr produziert», sagt Ferdinand Dudenhöffer. Das entspreche knapp 37 Prozent der weltweiten Produktion. Nur noch 15 Prozent stammten dagegen aus Europa.

«Mit den hohen Produktionskapazitäten in China sowie der Verschiebung der Produktion deutscher Autobauer in die USA als Reaktion auf die Trump-Zölle sinkt Europas Produktionsanteil 2026 weiter», schätzt Dudenhöffer. Dadurch könnten in diesem Jahr sogar bis zu 70’000 Jobs verloren gehen, 20’000 mehr als 2025.

«Der Aufstieg Chinas zum dominanten Hersteller ist ein Fakt und lässt sich nicht rückgängig machen», sagt auch Bantleon-Chefökonom Hartmann. Er sieht indes Anzeichen, dass sich 2026 zumindest für die grossen deutschen Hersteller VW, BMW und Mercedes als Wendepunkt erweisen könnte. Für sie bestehe Hoffnung, dass sie sich hinter den chinesischen Marken als wichtigste Hersteller von E-Autos etablieren könnten.

Die USA entziehen sich der OECD-Mindeststeuer

Ein neues Abkommen schafft eine Ausnahmeregel für Amerika – aber auch für Bern eröffnen sich neue Möglichkeiten

MATTHIAS BENZ, ANDRÉ MÜLLER

Im internationalen Steuerrecht gelten die Gesetze des Pausenhofs: Vereinbarte Regeln gelten für alle, ausser für den Stärksten. Am Montag haben die USA mit über 145 weiteren Staaten vereinbart, dass die im Länderklub OECD ausgehandelten Mindeststeuern für amerikanische Unternehmen nicht angewandt werden. Das hat die OECD in einem etwas verklausulierten Communiqué mitgeteilt.

In zähen und monatelangen Verhandlungen ist es offenbar gelungen, die Bedenken Chinas und einiger EU-Staaten so weit zu zerstreuen, dass sie der Extrawurst für die Amerikaner zustimmten.

Für den Rest der Welt gilt das 2021 unter dem Dach der OECD ausgehandelte Abkommen weiterhin: Um eine globale Mindestbesteuerung von 15 Prozent für Grossunternehmen durchzusetzen, erhielten Staaten das Recht, in Tiefsteuerländern angesiedelte ausländische Konzerne so stark zu besteuern, bis diese insgesamt 15 Prozent Gewinnsteuern abliefern. Der Mechanismus nimmt den Firmen den Anreiz, ihren Hauptsitz in Länder mit besonders niedrigen Steuersätzen zu verlagern.

Drohungen wirken

Amerikanische Unternehmen werden von diesem Mechanismus nun ausgenommen. Als Begründung dient, dass die USA ein eigenes System der Mindestbesteuerung kennen. Die «Gilti»-Steuerregel soll etwa sicherstellen, dass die im Ausland bezahlten Steuern eines

amerikanischen Unternehmens einen gewissen Prozentsatz nicht unterschreiten. Allerdings gilt der Satz nur für alle ausländischen Steuern insgesamt – es muss also nicht in jedem Land einzeln der Mindestsatz erreicht werden. Zudem schaffen es amerikanische Konzerne laut Experten mithilfe fähiger Steueranwälte, ihre Steuerlast sowohl in den USA wie auch im Ausland deutlich unter 15 Prozent zu drücken.

Die anderen rund sechzig Länder, welche die OECD-Mindeststeuer bereits in ihre nationalen Gesetze übernommen haben, werden das Abkommen unter sich weiterhin anwenden. Zu diesen Ländern gehören nebst den EU-Staaten und der Schweiz auch weitere bedeutende Industriestaaten wie Grossbritannien, Kanada, Japan, Südkorea oder Australien.

Die Übereinkunft vom Montag lässt die Möglichkeit offen, dass sich auch andere Länder aus dem OECD-Abkommen befreien können, wenn ihre Unternehmensbesteuerung ab 2027 gewisse Standards erfüllt. So muss ein Land etwa zeigen, dass es mit den eigenen Regeln ebenfalls eine Mindestbesteuerung von Unternehmen im In- und Ausland erreicht. Laut Experten dürfte eine solche Ausnahme aber nur für grosse Länder eine Option sein und kaum für die Schweiz. Eine Befreiung müsste von den OECD-Gremien genehmigt werden. Wie der Fall USA zeigt, spielt dabei die Machtfrage eine zentrale Rolle.

Die USA waren gemeinsam mit den Europäern ursprünglich die treibende Kraft hinter dem Mindestbesteuerungsabkommen. Sie verloren aber bereits

unter der demokratischen Biden-Administration, die das Abkommen aufseiten der USA ausgehandelt hatte, zusehends das Interesse.

Unter Präsident Donald Trump verliessen die Amerikaner die Übereinkunft, weil sie sich keinen internationalen Steuernormen unterwerfen wollen. Die Regierung argumentierte, dass amerikanische Firmen grösstenteils bereits genug hohe Steuern zahlten, und droh-

Experten bezeichnen die neuen Regeln für Steuerabzüge als eher überraschend und für die Schweiz «spannend».

ten allen, die diese Firmen dennoch mit Zusatzsteuern eindecken wollten, mit scharfen Gegenmassnahmen.

Die jetzige Übereinkunft wurde deshalb so erwartet. Im Juni 2025 hatte der amerikanische Finanzminister Scott Besent bereits ein Vorabkommen mit den anderen G-7-Staaten geschlossen: Diese verzichteten darauf, amerikanischen Unternehmen die von der OECD vorgeschriebenen Zusatzsteuern aufzuerlegen. Im Gegenzug entfernte der amerikanische Kongress eine angedrohte «Rachesteuer», die sogenannte Section 899, aus einem grossen Gesetzespaket, das er im vergangenen Juli verabschiedete.

Die Schweiz hat die OECD-Reform eher widerwillig übernommen. Doch die Mindeststeuer wurde im Jahr 2023 vom Volk in einer Abstimmung gutgeheissen. Für Unternehmen mit einem Umsatz von mehr als 750 Millionen Euro erhebt der Bund seit Anfang 2024 eine Ergänzungssteuer, wenn der ordentliche Gewinnsteuersatz in einem Kanton unter 15 Prozent liegt. Zahlreiche Kantone haben ihre Sätze aber ohnehin in Richtung der 15 Prozent erhöht. Weil die Konzerne grösstenteils in der Schweiz geblieben sind, haben Kantone wie Zug und Luzern beträchtliche Mehreinnahmen.

Abschreibbare Lohnkosten

In den vergangenen Monaten war die Kritik an der OECD-Mindeststeuer lauter geworden. Neben dem Ausscheren der USA wurde bemängelt, dass andere wichtige Wirtschaftsnationen wie China die Regeln nicht umsetzten. Nachdem Trump im Sommer hohe Strafzölle auf Schweizer Exporte verhängt hatte, forderten bürgerliche Politiker die Abschaffung der OECD-Mindeststeuer in der Schweiz, um die hiesigen Unternehmen zu entlasten. Der Wirtschaftsdachverband Economiesuisse erklärte dagegen, eine Abschaffung würde den Konzernen nichts bringen, weil dann etwa die EU-Staaten eine Ergänzungssteuer einfordern könnten. Ein Teil der Steuern würde einfach im Ausland bezahlt statt in der Schweiz.

Die angepassten OECD-Regeln eröffnen der Schweiz aber andere Möglichkeiten, um steuerlich für Gross-

konzerne wieder attraktiver zu werden. Die OECD-Gremien haben sich ebenfalls auf neue Regeln für Steuerabzüge geeinigt. Experten meinen, dies komme eher überraschend und sei für die Schweiz «spannend».

Künftig können Firmen beispielsweise, falls der Gesetzgeber dies vorsieht, einen gewissen Prozentsatz ihrer Lohnkosten oder ihrer Abschreibungen auf Sachanlagen vom Mindeststeuerbetrag abziehen. Die Steuerlast kann dann unter 15 Prozent sinken. Eine steuerliche Bevorzugung von Unternehmen scheint also möglich, wenn diese wirtschaftliche Substanz in einem Land haben, wie Arbeitsplätze oder Fabriken. «Die Schweizer Politik sollte prüfen, ob man die neuen Möglichkeiten für Steuermassnahmen umsetzen will», sagte Martin Hess, Leiter Steuern und Steuerpolitik bei Swiss Holdings, dem Verband der multinationalen Unternehmen in der Schweiz.

Der Bund wird die Schweizer Regeln für die OECD-Mindestbesteuerung in den kommenden Jahren ohnehin nochmals überprüfen müssen. Das Eidgenössische Finanzdepartement erklärte auf Anfrage: «Die bis spätestens 2029 vorzulegende Botschaft zur Überführung der Mindestbesteuerungsverordnung in ein Gesetz bietet Gelegenheit, eine gründliche Einschätzung der Folgen der OECD-Mindeststeuer für die Schweiz durchzuführen und dabei die internationale Umsetzung mitzubetrachten.» Das Finanzdepartement werde diese Arbeiten in diesem Jahr an die Hand nehmen und dabei eng mit den Kantonen zusammenarbeiten und die Wirtschaft einbeziehen.

Guerres, élections, football, spatial... Ces 10 événements qui marqueront une année 2026 chamboule-tout

L'année s'ouvre sur des défis mondiaux : guerre en Ukraine, tensions en Asie et incertitudes politiques aux Etats-Unis. La Chine et le Proche-Orient seront également au coeur des préoccupations, avec des évolutions potentielles qui pourraient redéfinir l'équilibre géopolitique mondial.



Des soldats ukrainiens opèrent des drones utilisés jadis pour l'épandage de pesticides pour viser des unités russes près de la ligne de front de ce qui sera vraisemblablement le point géopolitique le plus chaud du globe cette année, avec le pourtour maritime de la Chine. (Photo Jana Cavojska/Zuma/SIPA)

Par **Yves Bourdillon, Vincent Collen, Richard Hiault, Yann Verdo, Bastien Bouchaud, Raphaël Balenieri, Nicolas Madelaine**

Publié le 4 janv. 2026 à 08:00 | Mis à jour le 5 janv. 2026 à 16:58

L'année s'ouvre sous des augures géopolitiques intenses : pas d'issue visible à la guerre en Ukraine, recomposition du Moyen-Orient, provocations maritimes de Pékin et

poursuite des coups de boutoir d'un Trump menacé aux élections de mi-mandat... Le détail des prévisions des « Echos ».

• **Ukraine : la paix se dérobera sans doute encore**

Il serait surprenant que la guerre en Ukraine s'arrête cette année. Malgré les innombrables réunions diplomatiques faisant état d'**avancées fructueuses** pour en fait masquer du surplace, Moscou comme Kiev ne semblent pas prêts à signer un cessez-le-feu durable. Le Kremlin est obsédé par le projet de soumettre son voisin, voire de discréditer l'Otan. Des tests sous forme d'infiltrations à travers les frontières baltes, ou polonaises, ne sont pas à exclure en 2026, en sus de survols « accidentels » de drones. Poutine ne lâchera rien. Tout en continuant de manipuler son relais d'influence majeur, à la Maison-Blanche, à grand renfort de promesses de profits gigantesques pour les firmes américaines en Russie.

Kiev, de son côté, sait que toute concession, notamment de sa ceinture clés de forteresses dans l'ouest du Donbass, serait le début de la fin. La difficulté pour elle sera de contenir une armée russe qui s'essouffle visiblement et n'a conquis que... 0,6 % de son territoire en 2025, sans perdre de son côté trop d'hommes en raison de son infériorité démographique. Kiev et ses alliés européens doivent éviter la rupture avec Trump pour sauver le renseignement aérien vital jusqu'aux élections de mi-mandat aux Etats-Unis, ou à l'effondrement, désormais plausible, du système bancaire russe.

Quarante-six mois de guerre

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, long de quarante-six mois, est d'ores et déjà plus long que la « grande guerre patriotique » entre l'Allemagne et l'URSS invoquée par le Kremlin dès qu'on conteste ses projets néo-impériaux et de revanche après la défaite de la guerre froide.

Yves Bourdillon

• **En Chine, une année clé sur tous les fronts**



La Chine mène des manoeuvres militaires quasi quotidiennes autour de Taiwan. Ici, un navire des garde-côtes taiwanais navigue près d'un navire des garde-côtes chinois. (Photo Via Reuters)

2026 va être une année à forts enjeux pour la Chine. Tant sur le plan intérieur, avec l'adoption en mars du 15^e plan quinquennal, la grande feuille de route qui doit trouver de nouveaux moteurs de croissance jusqu'en 2030, que sur le plan international. Car si la Chine a réussi, l'année dernière, à stabiliser bon an mal an sa relation avec Donald Trump et à éviter le découplage total avec les Etats-Unis, la deuxième économie mondiale fait face désormais à des feux de contestation ailleurs dans le monde.

En Europe, le ton monte contre les surcapacités industrielles chinoises qui sont exportées en masse vers ce marché de 450 millions de personnes. L'imposition de droits de douane contre la Chine, et donc la perspective d'une guerre commerciale sino-européenne, comme l'a évoqué Emmanuel Macron à Pékin en décembre, n'est plus à exclure. Sur ce sujet, la position de l'Allemagne est très attendue. La visite du chancelier allemand Friedrich Merz en Chine, courant 2026, indiquera si le couple franco-allemand parle d'une seule voix ou non sur ce dossier clé.

Le jeu est devenu également plus complexe en Asie, avec les efforts du président taïwanais Lai Ching-te pour remilitariser Taïwan et l'arrivée de Sanae Takaïchi au Japon. La Chine et le Japon sont à couteaux tirés depuis que la Première ministre japonaise a dit qu'une éventuelle attaque chinoise sur Taïwan pourrait justifier une intervention de l'armée du Japon. Pékin a riposté avec des représailles économiques et une campagne de propagande contre le Japon, ainsi qu'avec des manoeuvres militaires **quasi quotidiennes autour de Taïwan** qui vont continuer en 2026. Le statu quo reste toutefois le scénario le plus probable. Ni Xi Jinping ni Donald Trump n'ont intérêt à créer les conditions d'un conflit armé qui pourrait être économiquement dévastateur et qui recomposerait toute la région. Dans ce contexte, la Chine va continuer de marquer son territoire autour de Taïwan, dans une escalade maîtrisée.

Raphaël Balenieri

• Proche-Orient : liquidation de l'axe de la résistance



Le quartier d'Al-Saftawi, à l'ouest de la ville de Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, le 10 décembre dernier. (Photo AFP)

La guerre ne reprendra vraisemblablement pas à Gaza entre l'armée israélienne et le Hamas, tant les deux camps auraient à y perdre. Mais l'absence de combats ne signifie pas pour autant la paix, tant l'application de la deuxième phase de l'accord parrainé par

la Maison-Blanche semble délicate, au point de pousser récemment Washington et Jérusalem à menacer d'une reprise des raids. Le Hamas est, sans surprise, déterminé à ne pas céder le pouvoir, ou son armement. La reconstruction du territoire, sans même parler d'un règlement de la question palestinienne qui empoisonne le Proche-Orient depuis quatre-vingts ans et est instrumentalisée par les antisémites un peu partout dans le monde, sera donc repoussée aux calendes grecques.

Pour autant, si le Hamas survit, il risque d'être le seul parmi les composants de l'axe de la résistance au Proche-Orient qui prétendait tenir tête à Israël. Une normalisation des relations entre Jérusalem et Damas, en état de guerre depuis 1948, est en route. Et au Liban la milice chiite du Hezbollah devra vraisemblablement se résigner à abandonner son arsenal. Surtout, la pièce centrale de l'axe, l'Iran qui finançait ses séides et pratiquait l'ingérence tous azimuts dans la région, pourrait chuter. Le régime des mollahs est confronté depuis une semaine à une révolte plus menaçante que les précédentes.

En effet, face à une révolte qui a pris comme un feu de poudre en réaction à une inflation remontée à 52 % officiellement en rythme annuel et sans doute proche de 200 % pour les produits de première nécessité, le régime ne dispose plus vraiment de marge de manoeuvre. Il manque de devises à la suite du rétablissement des sanctions internationales à l'instigation des Occidentaux fin septembre en raison de son obstination à cacher son programme nucléaire militarisé. Plus d'argent pour acheter tant bien que mal la paix sociale, ou payer les agents de son légendaire appareil répressif. L'horizon s'obscurcit sacrément pour **la République islamique**.

De même que son instauration en 1979 constitua un événement historique en donnant des ailes à l'islamisme, combat politique au nom du Coran, un peu partout dans le monde, sa chute constituerait un événement énorme. Et déclencherait une reconfiguration spectaculaire du Proche-Orient. L'hypothèse farfelue d'un retour des monarchistes paraît même plausible, avec à la clé une normalisation des relations avec Israël ! Un séisme, certes, mais encore hypothétique.

Y. B.

• Etats-Unis : le camp républicain menacé aux élections de mi-mandat



Le président américain Donald Trump, dans le Michigan, le 29 avril 2025, où il a prononcé un discours célébrant son centième jour à la Maison-Blanche. (Photo AFP)

L'année s'annonce chargée à Washington. Donald Trump s'apprête à célébrer le premier anniversaire de son retour à la Maison-Blanche en janvier. Les Etats-Unis vont fêter les 250 ans de la déclaration d'indépendance et la Coupe du monde de football. Le président américain a par ailleurs de grandes ambitions à l'international, du Venezuela à Gaza en passant par l'Ukraine. Le temps presse. Donald Trump pourrait voir ses marges de manoeuvre fortement limitées après les « **midterms** », le 3 novembre prochain. Le parti républicain risque de perdre sa majorité à la Chambre des représentants durant ces élections de mi-mandat malgré ses efforts pour redessiner les cartes électorales à son avantage.

L'opposition démocrate pourrait alors user des pouvoirs du Congrès, délaissés par l'actuelle majorité républicaine, pour multiplier les investigations contre l'administration. Donald Trump veut absolument éviter de se retrouver dans cette situation. Incapable de se représenter pour un troisième mandat, il craint de sceller son statut de président en préretraite et de perdre la main sur des républicains déjà soucieux de se positionner pour l'après-Trump. Il a juré de remettre la lutte contre l'inflation au

coeur de ses priorités politiques pour tenter de reprendre la main sur l'économie, alors que les Américains blâment ses politiques protectionnistes pour la hausse des prix.

La date 1776

Les Etats-Unis fêteront cette année les 250 ans de leur déclaration d'indépendance.

Les démocrates sont bien partis pour l'emporter à la Chambre, où le parti au pouvoir perd généralement des sièges, mais la bataille est loin d'être jouée au Sénat. Le parti fait face à la rébellion d'une partie de sa base, tentée par un populisme de gauche qui pourrait lui coûter des voix dans certains des Etats républicains où les démocrates espèrent l'emporter.

Bastien Bouchaud

• Royaume-Uni, Keir Starmer dans la tempête

Keir Starmer sera très vraisemblablement encore Premier ministre fin 2026. Mais la question ne devrait même pas se poser. Le Premier ministre britannique travailliste vient à peine d'être élu pour cinq ans, en juillet 2024, et son parti dispose d'une confortable majorité. Seulement voilà, la cote de popularité de Keir Starmer n'a quasiment jamais cessé de chuter et le Labour est passé sous les 20 % d'intentions de vote, loin derrière Reform. Des élections locales vont se tenir en mai et beaucoup pensent que, après une défaite cuisante, son parti voudra le remplacer à Downing Street, ce que permet le système parlementaire britannique.

Mais la raison principale pour laquelle il gardera son job en 2026 est plus triviale. Aucun prétendant à son poste ne s'impose encore et alors que le Parti tory a une longue histoire de défenestration de ses leaders, la procédure est plus complexe au sein du Labour. Aucun de ses premiers ministres n'a jamais été défait ainsi.

Nicolas Madelaine

• Europe : la chute d'Orban en Hongrie ?



Le Premier ministre hongrois et président du parti Fidesz, Viktor Orbán, au pouvoir sans interruption depuis 2010. (Photo Attila KISBENEDEK/AFP)

Les Hongrois retiennent leur souffle. En avril, les législatives organisées dans la république de 9,5 millions d'habitants pourraient mettre fin au règne de Viktor Orbán, au pouvoir sans interruption depuis 2010. Le Premier ministre de 62 ans, nationaliste, europhobe au point d'être pro-Kremlin et ultraconservateur, semble mal parti pour faire un cinquième mandat d'affilée : la plupart des sondages le donnent perdant.

Ce n'est pas la première fois que l'opposition hongroise reprend espoir : certains des scrutins précédents s'annonçaient mal pour Orbán, mais le leader populiste, à la fois pro-Poutine et pro-Trump, a toujours été réélu. Cette fois-ci, la situation est différente. La vaste majorité des électeurs qui veulent en finir avec le Premier ministre se sont ralliés derrière la candidature d'un nouveau venu, Peter Magyar, qui était encore inconnu des Hongrois il y a moins de deux ans.

Agé de 44 ans, ce juriste est un ancien du Fidesz de Viktor Orbán, le parti qui verrouille la vie politique hongroise depuis seize ans. Peter Magyar a créé son propre parti, Tisza, et mise sur un profond renouvellement du personnel politique - la plupart de ses candidats aux législatives d'avril sont issus de la société civile - alors que l'opposition traditionnelle est largement discréditée et n'a jamais réussi à vaincre Orbán.

Résolument de droite, Peter Magyar tient compte du conservatisme d'une grande partie de la population mais dénonce sans relâche le délabrement des services publics (santé, éducation...) et la corruption du « clan » au pouvoir à Budapest. L'inflation qui a frappé la Hongrie depuis 2022, l'une des plus élevées d'Europe, jouera-t-elle en sa faveur ? Viktor Orban, lui, multiplie les cadeaux électoraux à la veille du scrutin, en particulier pour les retraités qui forment plus du quart de l'électorat : ils recevront une généreuse prime en février... huit semaines avant les élections.

Vincent Collen

• Venezuela : les Etats-Unis sur le pied de guerre

Donald Trump mourait d'envie de renverser le régime Maduro et est donc passé à l'action en tout début d'année, même si le prétexte paraît un peu mince : un commando américain a enlevé le président du Venezuela ce samedi lors d'une opération hélicoptérée accompagnée de bombardements de diversion sur Caracas. Officiellement en raison de son rôle dans le commerce de drogues dures vers les Etats-Unis, véritable arme de destruction massive selon le président américain. Le crime du président Maduro semblait plutôt de diriger un pays devenu le « porte-avions géopolitique » de la Chine, la Russie et l'Iran dans une Amérique latine que les Yankees considèrent comme leur pré carré au nom d'une relecture personnelle de la « doctrine Monroe » de 1823. Avoir manifestement volé une élection et être assis sur les principales réserves inemployées en hydrocarbures non conventionnels de la planète aggrave son cas. Un assaut américain sur les ports du pays semblait plausible, mais pas une invasion à grande échelle. Grande incertitude toutefois ; ce régime décapité va-t-il survivre, malgré tout, ou tomber dans les prochains jours ?

Y. B.

• Football : la Coupe du monde de la démesure

C'est une Coupe du monde de foot de la démesure qui se déroulera du 11 juin au 19 juillet prochain, puisqu'elle sera organisée, pour la première fois, à l'échelle d'un continent entier, l'Amérique du Nord. Même si les Etats-Unis de Donald Trump, qui en profitera sans doute pour se vanter d'avoir été un excellent joueur (milieu de terrain rugueux à son académie militaire en 1962), se tailleront la part du lion : onze des seize villes sélectionnées, contre deux au Canada et trois au Mexique.

Espérons que la Maison-Blanche n'aura pas annexé d'ici là son voisin nordique, ou coupé l'eau à celui du sud. Ce tournoi s'effectuera sous haute sécurité : les visiteurs devront fournir aux autorités carrément l'historique de leur activité sur les réseaux sociaux, ce qui pose un léger problème d'atteinte à la vie privée. Les supporters haïtiens seront interdits tout comme peut-être les Ivoiriens et les Sénégalais, ce qui serait sans précédent. Le tournoi devrait coûter 7 milliards de dollars, un record, évidemment... derrière toutefois celui au Qatar.

Il sera aussi le premier à réunir 48 équipes au lieu de 32 auparavant. Entre matchs de poules et à élimination directe dès les seizièmes de finale, qui verront vraisemblablement quelques ténors passer à la trappe, 104 matchs seront joués. Quatre pays sont sélectionnés pour la première fois : le Cap-Vert, l'île caraïbe de Curaçao (le plus petit pays jamais qualifié avec à peine 160.000 habitants), la Jordanie et l'Ouzbékistan.

Seize pays européens, dont la France finaliste en 2022, essayeront de détrôner l'Argentine de Messi sous l'oeil d'un Javier Milei qui est en train, de son côté, de remporter le championnat du monde de la lutte contre l'hyperinflation et de la réduction en mode Afuera des dépenses publiques.

Y. B.

• **Un multilatéralisme recomposé et resserré**

Que ce soit le G20 ou le G7, l'année 2026 verra une rupture certaine avec les habitudes du passé. Les multiples réunions ministérielles sur tout un tas de sujet qui s'étaient sur l'année ont vécu. Donald Trump dont le pays préside le G20 l'a réduit à sa plus simple expression : uniquement deux sujets prédomineront. A commencer par la finance qui sera concentrée sur la réglementation, l'énergie et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement ainsi que le développement de nouvelles technologies. Les affaires étrangères feront aussi l'objet de réunions spécifiques tout au long de l'année. Les problématiques liées au changement climatique, à la dette des pays pauvres, au

développement et inégalités sont les grands oubliés de la présidence américaine. Et les pays non-membres du G20 ne seront plus conviés, exception faite de la Pologne.

Du côté G7, présidé par la France, là encore, l'heure est au resserrement des priorités. Emmanuel Macron en a sélectionné seulement sept qui feront l'objet de réunions au niveau des ministres (Affaires étrangères, Finances, Commerce, Partenariat internationaux, Numérique, Environnement et Affaires intérieures). Mais le président français est conscient que ces sujets ne peuvent être traités par les seuls pays du G7. Une ouverture à d'autres pays est envisagée. Les grands pays émergents devraient être conviés au sommet d'Evian en juin à l'instar des présidents brésilien et indien. La venue même du président chinois, Xi Jinping, est envisagée sous réserve de l'approbation à venir des Etats-Unis. Bref, le G20 et le G7 n'existent plus que par leur patronyme. Les tensions internationales en redessinent les contours et les priorités.

Richard Hiault

• **Sciences : une Française dans la Station spatiale internationale**



La Française Sophie Adenot va effectuer une mission de six à huit mois à bord de la Station spatiale internationale, à partir du 15 février prochain. (NASA/Helen Arase Vargas and David DeHoyos)

« Epsilon », la lettre grecque symbole des petits riens. Tel est le modeste nom choisi par l'astronaute de l'Agence spatiale européenne, **Sophie Adenot**, pour la mission qui doit

l'emmener, à partir du 15 février prochain, à bord de la Station spatiale internationale (ISS). Ce séjour de six à huit mois à 400 kilomètres au-dessus de nos têtes fera d'elle la deuxième Française à être envoyée dans l'espace, trente ans après l'envol vers la station Mir de son idole de jeunesse, Claudie Haigneré.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : sous l'humilité de façade du nom de la nouvelle mission se cachent de grandes ambitions scientifiques. Durant ses quelques mois en microgravité, Sophie Adenot prendra part à pas moins de 200 expériences scientifiques, dont 10 françaises, conçues et suivies par le CNES et son laboratoire Cadmos (Centre d'aide au développement des activités en micropesanteur et des opérations spatiales). Un exemple ? ChlorISS, consistant à faire germer simultanément des graines d'Arabette des dames et de Mizuna dans l'ISS et sur Terre (par les écoliers de plus de 4.000 établissements scolaires), pour étudier les effets de la lumière et de la gravité sur la germination.

En 2024, les recherches menées à bord de l'ISS ont abouti à 364 publications scientifiques, pour l'essentiel dans des domaines clés de l'exploration spatiale tels que l'impact physiologique d'un séjour prolongé dans l'espace, ou les nouvelles technologies en cours de développement pour préparer les futures explorations habitées vers la Lune ou Mars. Et qui sait d'ailleurs si, après l'ISS, Sophie Adenot ne sera pas la première Française à monter dans le vaisseau américain Orion pour aller faire un petit tour au milieu des cratères lunaires, sur la fine poussière grise ?....

Yann Verdo

Retour sur nos prévisions 2025

Notre modestie dût-elle en souffrir, **nos prévisions** ont été massivement exactes il y a un an (pas comme en 2024). Nous avons prédit que Donald Trump allait chambouler Washington et l'ordre international ; que les chrétiens-démocrates retourneraient au pouvoir en Allemagne ; que les dirigeants syriens ayant renversé Bachar Al-Assad tendraient la main à l'Occident, à moins que ce ne soit l'inverse ; que Pékin continuerait de harceler Taïwan, voire les Philippines ; que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et leurs partenaires s'intensifierait ; que Javier Milei continuerait de manier la tronçonneuse dans les dépenses publiques en Argentine ; que les négociations échoueraient à instaurer un cessez-le-feu en Ukraine, où le front évoluerait très peu ; que Pékin tenterait désespérément de relancer sa croissance, sans grand succès ; et que

Justin Trudeau tomberait au Canada, même si nous croyions à tort que cela serait au profit du dirigeant conservateur Pierre Poilievre... mais c'était avant que Mark Carney n'entre dans la course. Nous avons aussi prévu que l'Iran continuerait d'être sous pression, mais n'avions pas imaginé qu'Israël et Washington oseraient frapper son programme nucléaire.

Y. B.

Yves Bourdillon

IMMOBILIER

La crise du logement s'aggrave



Véronique Chocron

La difficulté à se loger touche désormais tous les âges et catégories sociales, sur une large part du territoire

La précarité arrive à grands pas », confie Marion. Cette femme de 56 ans (qui n'a pas souhaité donner son nom de famille), DRH, a été licenciée au début de 2025 et peine depuis à retrouver du travail. Ses revenus étaient auparavant confortables, et pourtant, après une parenthèse passée dans le sud de la France au moment de la pandémie de Covid-19, elle doit « se rabattre sur un logement meublé, avec un loyer élevé », lorsqu'elle revient en région parisienne, faute de trouver une location classique. « Aujourd'hui, 56 % de mes indemnités de France Travail passent dans le loyer de mon logement, le reste est à peine suffisant pour le paiement des charges et des besoins essentiels : le téléphone, Internet, la mutuelle, la nourriture, etc., explique-t-elle. Au chômage, sans bulletin de paie, je suis coincée : je ne peux pas rechercher un autre logement. Les propriétaires prennent des assurances contre les loyers impayés, et ces assureurs exigent des garanties et notamment un CDI. »

La difficulté à se loger touche aujourd'hui toutes les catégories sociales, et plus seulement les populations précaires. La crise est si profonde qu'elle concerne tous les âges, les étudiants, les jeunes ménages, les familles qui aimeraient s'agrandir, jusqu'aux seniors. Si les territoires les plus attractifs (métropoles, villes étudiantes et zones touristiques) se retrouvent en première ligne, la question du logement abordable se pose dans une large part du pays.

Décohabitation

Sept Français sur 10 affirment en effet qu'il est devenu difficile de se loger dans leur commune, selon un sondage Odoxa publié le 18 novembre. Et si les ménages placent le pouvoir d'achat en tête de leurs priorités, le logement devance, de très loin, tous les autres postes de dépenses, puisqu'il pèse pour un tiers de leur revenu.

En vingt ans, les prix hors inflation du logement ont progressé de 88 %, alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 13 %, entre 1996 et 2023. Comme le montre l'indice de l'économiste du logement Jacques Friggit, c'est à partir des années 2000 que les prix de l'immobilier résidentiel se sont mis à augmenter beaucoup plus vite que les revenus des ménages. Pour acquérir le même bien, un accédant doit s'endetter sur une durée de vingt-cinq ans fin 2024 contre quinze ans en 2000, avec un taux d'effort plus important et un pouvoir d'achat en conséquence réduit.

Parmi les facteurs expliquant cette hausse des prix, figurent la baisse des taux d'intérêt et l'allongement de la durée des prêts à l'habitat, qui permettent de s'endetter davantage que par le passé, ou bien les dispositifs

d'incitation fiscale à l'investissement locatif, comme le Robien ou le Pinel. Mais la crise du logement abordable est surtout alimentée par le déficit d'offre et une demande en hausse, particulièrement dans les zones tendues.

D'un côté, le nombre de ménages augmente en France, en raison de la croissance démographique, mais aussi des séparations et de la décohabitation : en 2019, la taille moyenne d'un ménage était de 2,19 personnes, contre 3,08 en 1968. Pourtant, depuis 2010, la croissance du parc de logements s'atténue : le nombre de logements augmente en moyenne de 0,9 % par an depuis 2018, contre 1,2 % par an entre 2000 et 2009. Qui plus est, au cours de la décennie 2010, la part des logements vacants et des résidences secondaires a fortement augmenté.

Frein à l'emploi

Les aspirations des Français, par ailleurs, évoluent, avec une attractivité croissante des métropoles et du littoral, là où se concentrent emploi et tourisme. Un désalignement structurel de l'offre par rapport à la demande était déjà à l'œuvre lorsque la crise éclate, en 2022, avec, pour déclencheur, la hausse des taux d'intérêt.

Pour combattre l'inflation galopante au commencement de la guerre en Ukraine, en février 2022, la Banque centrale européenne relève brutalement ses taux, à un rythme inédit dans l'histoire de l'institut monétaire. Les banques répercutent cette hausse sur les emprunts immobiliers aux particuliers et resserrent le robinet à crédits. De nombreux ménages doivent renoncer à devenir propriétaires. Les transactions immobilières s'effondrent aussitôt. Dans le neuf, la construction est stoppée net. Les ménages qui ne peuvent plus acheter ne libèrent pas leur location. Ce gel du marché empêche de nombreux jeunes de prendre leur autonomie et bloque les mobilités.

Après plus de trois ans de turbulences, de premiers signaux de relance commencent à apparaître, en particulier sur le marché de l'ancien, grâce à une baisse puis une stabilisation des taux d'intérêt autour de 3 %, et donc, au recul du coût du crédit. Fin septembre 2025, les notaires enregistraient une hausse de plus de 10 % des ventes sur un an, avec 921 000 transactions, contre 832 000 à fin septembre 2024. Le secteur du neuf reste en revanche fragile. Sur les douze derniers mois, seuls 272 700 logements ont été mis en chantier, soit 22 % de moins que la moyenne des cinq années précédentes. Un étiage historiquement bas. Au point que, dans sa proposition de loi pour « conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction », la sénatrice des Alpes-Maritimes (Les Républicains) et présidente de la commission des affaires économiques, Dominique Estrosi-Sassone, veut fixer des objectifs de construction à l'échelle nationale « *qui devraient tendre vers 400 000 logements par an* » à horizon 2030.

La panne de l'accession à la propriété de ces dernières années, couplée à l'engouement massif des propriétaires bailleurs en faveur des locations saisonnières, bien plus rentables que les locations classiques, et à une vague de ventes d'appartements passoires thermiques qui ne pouvaient plus être louées ont conduit à une pénurie dramatique sur le marché locatif. Et à un report sur le parc locatif social, puisque 2,9 millions de ménages sont désormais en attente d'un HLM.

La crise est si aiguë qu'elle s'impose aujourd'hui en tête des sujets dans la campagne des élections municipales de mars 2026. Elle commence aussi à interpeller les responsables politiques à l'échelle nationale. La difficulté de se loger à des prix abordables a été un véritable frein à l'emploi depuis trois ans et a contribué aux tensions sur le marché du travail. Elle est désormais considérée comme un frein à la natalité, qui décline en France depuis plusieurs années.